



Distribution: générale

Date: 30 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-A/2

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>)

Plan stratégique de pays — Guatemala (2018–2021)

Durée	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	67 476 305 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

Le Guatemala se heurte à de grosses difficultés pour atteindre l'objectif de développement durable 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable). La pauvreté, généralisée, entrave l'accès à la nourriture: près des deux tiers de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté, qui est de 2 dollars É.-U. par jour, et dans les zones rurales marginalisées, la pauvreté multidimensionnelle touche 80 pour cent des personnes autochtones. La moitié de la population n'a pas les moyens de se procurer l'assortiment alimentaire de base. Les catastrophes naturelles qui frappent le Guatemala de manière récurrente depuis 1998 ont accentué la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire à l'échelle nationale. Pour ce qui est du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, le pays affiche le quatrième taux le plus élevé au monde, soit 46,5 pour cent; dans certains départements, ce taux atteint 70 pour cent et il devient même vertigineux dans certaines municipalités, où il s'élève à 90 pour cent. En 2016, le Gouvernement s'est engagé à réduire le retard de croissance de 10 pour cent d'ici à 2020.

Le Gouvernement guatémaltèque s'attaque à ces problèmes dans le cadre de sa Politique générale (2016–2020), qui donne la priorité à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à un système de santé complet, à une éducation de qualité et à la protection sociale. Le PAM intensifiera les activités menées en lien avec la priorité nationale qu'est la sécurité alimentaire, conformément à trois cibles de l'objectif de développement durable 2: i) réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans; ii) préserver l'accès à la nourriture pour les personnes les plus vulnérables; et iii) accroître les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes vivant en milieu rural, et la productivité agricole.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. M. Touchette
Directeur de pays
courriel: mario.touchette@wfp.org

L'examen stratégique de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au Guatemala, réalisé par un institut de recherche national, a recensé diverses possibilités s'offrant au pays pour atteindre ces cibles. Les consultations organisées avec les parties prenantes, notamment les bénéficiaires, les entités gouvernementales, la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires, ainsi qu'une analyse des avantages comparatifs ont permis de cerner les problèmes que le PAM est le mieux à même de résoudre. Par conséquent, le présent plan stratégique de pays mettra l'accent sur la nutrition, la résilience des petits exploitants et des paysans pratiquant l'agriculture de subsistance, l'accès aux marchés, le renforcement des capacités et les interventions menées pour faire face aux situations d'urgence. Ses effets directs stratégiques concordent avec les priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement relatives au développement inclusif et durable, et au développement social.

Le plan stratégique de pays définit l'appui que le PAM apportera en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au Guatemala. L'objectif est d'aider le Gouvernement et les partenaires à obtenir les effets directs stratégiques suivants:

- Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, la prévalence du retard de croissance diminue chez les enfants de moins de 2 ans vivant dans les zones prioritaires où les taux de retard de croissance sont élevés.
- Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, les institutions et les programmes nationaux, notamment les systèmes de protection sociale, sont en mesure de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, y compris dans les situations faisant suite à une crise.
- Effet direct stratégique 3: D'ici à 2021, les communautés et les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones touchées par des chocs d'origine climatique sont en mesure de faire face aux incidences de ces phénomènes sur leur sécurité alimentaire et leur nutrition, de s'adapter au changement climatique et d'accroître leur résilience.
- Effet direct stratégique 4: D'ici à 2021, les petits exploitants se trouvant dans des zones où la production d'aliments nutritifs diversifiés est susceptible d'être excédentaire ont davantage accès aux marchés.
- Effet direct stratégique 5: Les populations dans les zones touchées par des chocs socioéconomiques ou naturels peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les situations d'urgence.

Ces effets directs stratégiques seront obtenus en travaillant en synergie avec les entités gouvernementales, la société civile, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies.

Les interventions prévues dans le plan stratégique de pays concerneront principalement les départements d'Alta Verapaz, de Baja Verapaz, de Chimaltenango et de Sololá, où la prévalence du retard de croissance est élevée. Le PAM y ciblera principalement les populations autochtones démunies, en portant une attention particulière aux femmes et aux enfants, et interviendra dans l'ensemble du pays pour faire face aux éventuelles situations d'urgence. Le budget total est de 67 476 305 dollars.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Guatemala (2018-2021) (WFP/EB.2/2017/7-A/2), pour un coût total pour le PAM de 67 476 305 dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Guatemala, pays multiethnique à revenu intermédiaire, compte 16,3 millions d'habitants¹ – 51,2 pour cent de femmes et de filles et 48,8 pour cent d'hommes et de garçons² – et figure parmi les pays d'Amérique latine qui enregistrent les taux les plus importants d'inégalités de revenus, d'inégalités des sexes, de pauvreté, de malnutrition chronique ainsi que de mortalité maternelle et infantile, surtout dans les communautés rurales et autochtones.
2. Le Guatemala est le pays le plus inégalitaire d'Amérique latine, avec un indice de Gini de 0,54³. La prévalence de la pauvreté est de 58,1 pour cent dans les zones urbaines et de 77,2 pour cent en milieu rural. La pauvreté multidimensionnelle touche près de 80 pour cent des personnes autochtones, et 47 pour cent de la population des zones rurales marginalisées vivent dans un dénuement extrême⁴.
3. Le Guatemala figure parmi les dix pays du monde les plus vulnérables face au changement climatique et il est dans la région le quatrième le plus exposé aux catastrophes naturelles. Les chocs climatiques ont eu de lourdes répercussions sur la sécurité alimentaire: les longues périodes de soudure amplifient les pénuries alimentaires, ce qui accentue la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition aiguë, en particulier dans le "couloir de la sécheresse". Ces trois dernières années, des saisons sèches plus longues ont aggravé cette situation et se sont traduites par une réduction des récoltes, voire la destruction totale de cultures de base. Les disponibilités alimentaires sont faibles en raison de la baisse de la productivité et de la rentabilité agricoles, elle-même causée par le mauvais état des sols, la surexploitation des ressources forestières, la dégradation des terres, la petite taille des parcelles et l'accès restreint au crédit, aux fournitures agricoles et à l'assistance technique.
4. Les inégalités entre les sexes au Guatemala sont les plus criantes de toute l'Amérique latine: le pays se classe à la 113^{ème} place sur 159 selon l'indice d'inégalité de genre de 2016⁵. Le taux d'analphabétisme est de 18 pour cent chez les femmes et les filles de plus de 15 ans, mais ce phénomène touche deux femmes autochtones sur cinq en milieu rural⁶. Les salaires des femmes équivalent à 69 pour cent de ceux des hommes, et les femmes ne représentent que 10 pour cent de la main-d'œuvre saisonnière dans les zones rurales⁷. Plus de la moitié des femmes sont tributaires des revenus d'autres membres de la famille pour subsister, ce qui les rend vulnérables et dépendantes sur le plan économique⁸. Dans les zones rurales, 59 pour cent des femmes autochtones n'ont pas de source de revenu qui leur soit propre⁹. Les femmes ne cultivent que 15 pour cent des terres – en général, de petites parcelles de terre de moindre qualité dont elles ne sont pas propriétaires¹⁰. Il existe des disparités considérables entre les femmes et les hommes pour ce qui est de l'accès aux ressources, aux processus décisionnels et aux débouchés économiques¹¹.

¹ Banque mondiale. 2015.

² http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/Perfil_Nacional_Social.html?pais=GTM&idioma=english.

³ Banque interaméricaine de développement. 2014.

⁴ Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) (2015–2019).

⁵ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Rapport sur le développement humain, 2016.

⁶ Comité national pour l'alphabétisation.

⁷ Enquête nationale sur l'emploi et les revenus.

⁸ http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/Perfil_Nacional_Social.html?pais=GTM&idioma=english.

⁹ http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/Perfil_Nacional_Social.html?pais=GTM&idioma=english.

¹⁰ Oxfam. 2016. Arrachés à leurs terres: Terres, pouvoir et inégalités en Amérique latine.

¹¹ PNUAD (2015–2019).

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à la nourriture.* En 2014, 59,3 pour cent de la population guatémaltèque vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, qui est de 2 dollars par jour¹². Environ 52 pour cent de la population n'ont pas des revenus suffisants pour pouvoir se procurer l'assortiment alimentaire de base¹³. Les déficits alimentaires varient selon le sexe et l'âge, les femmes et les filles ayant un accès plus limité aux denrées nutritives¹⁴.
6. *Fin de la malnutrition.* Pour ce qui est du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, le Guatemala affiche le quatrième taux le plus élevé au monde, soit 46,5 pour cent¹⁵; dans certains départements, ce taux atteint 70 pour cent et il devient même vertigineux dans certaines municipalités, où il s'élève à 90 pour cent. Le taux élevé de malnutrition chronique est corrélé avec la pauvreté, les mauvaises conditions de vie, le faible niveau d'instruction et les pratiques nutritionnelles inappropriées¹⁶.
7. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Les petits exploitants et les paysans pratiquant une agriculture de subsistance produisent une large part des principaux aliments de base du pays (maïs et haricots). Entre 2000 et 2011, la proportion de ménages de petits exploitants par rapport à l'ensemble des ménages agricoles a reculé, passant de 24,1 à 10,8 pour cent, principalement du fait de l'accès limité à la terre et de la concentration des terres au profit des cultures d'exportation¹⁷. La productivité et la rentabilité agricoles ayant diminué, les agriculteurs vulnérables s'appuient de plus en plus sur des activités non agricoles, les transferts d'aide du Gouvernement et les envois de fonds.
8. *Systèmes alimentaires durables.* Les petits exploitants, les paysans pratiquant une agriculture de subsistance et les travailleurs agricoles sont vulnérables face au changement climatique, car ils sont tributaires des cultures pluviales et cultivent des terres marginales qui sont exposées aux aléas climatiques. Le phénomène El Niño devrait provoquer d'autres épisodes de sécheresse et inondations dans les années à venir. Aux pratiques non viables d'exploitation des terres vient s'ajouter le manque de capacités techniques susceptibles de permettre de s'adapter à l'évolution des conditions climatiques, ce qui met en péril la durabilité des systèmes alimentaires.

Environnement macroéconomique

9. Ces 30 dernières années, le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) était de 3,1 pour cent; or, en 2016, il n'a pas dépassé 2,9 pour cent. Les contraintes budgétaires limitent les dépenses sociales publiques à 2,7 pour cent du PIB, ce qui ne permet guère de répondre aux besoins des populations vulnérables. Le manque de transparence dans certaines institutions publiques et le trafic de stupéfiants, les conflits sociaux, la criminalité et la violence, qui sont répandus, créent un environnement peu propice aux investissements. Dans le même temps, la faible productivité agricole, le mauvais état de l'infrastructure, les problèmes juridiques non réglés et l'absence de procédures judiciaires claires et transparentes entravent le développement social et la croissance économique. Les taux de participation à l'économie sont de 41 pour cent pour les femmes et de 83 pour cent pour les hommes; les revenus des femmes ne représentent que 84 pour cent de ceux des hommes¹⁸. L'économie est lourdement tributaire des envois de fonds des Guatémaltèques qui vivent en Amérique du Nord.

¹² *Food Security and Nutrition Situation: Strategic Review in Guatemala with Emphasis on Chronic Malnutrition and its Determinants*, 2016.

¹³ Enquête nationale sur les conditions de vie, 2014.

¹⁴ Association de recherche et d'études sociales.

¹⁵ Enquête nationale sur les conditions de vie, 2014.

¹⁶ Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile, 2015.

¹⁷ Fonds international de développement agricole (FIDA). 2014. *Family farming in Latin America*.

¹⁸ PNUAD (2015–2019).

Principaux liens intersectoriels

10. Le Guatemala a atteint 25 pour cent de ses cibles relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement en 2015¹⁹. En 2014, son indice de développement humain était de 0,627²⁰. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 35 décès pour 1 000 naissances vivantes²¹. À ce jour, le pays a un indice d'inégalité de genre de 0,494²², ce qui montre que des progrès restent à faire en matière d'autonomisation des femmes. Entre 2006 et 2014, le taux de pauvreté est passé de 74,5 à 76,1 pour cent en milieu rural et de 27,3 à 42,1 pour cent en milieu urbain.

1.3 Lacunes et problèmes concernant la faim

11. L'examen stratégique national²³ a mis en évidence les difficultés que le Guatemala doit surmonter pour atteindre les cibles qu'il s'est fixées au titre de l'objectif de développement durable (ODD) 2:
- Une politique nationale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est en place, mais une grande partie de la population demeure en proie à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire.
 - Environ 30 pour cent des familles ont un régime alimentaire pauvre en calories. En outre, le calcium, le zinc, la vitamine C et la riboflavine ne sont pas présents en quantités suffisantes²⁴.
 - D'après l'étude réalisée en 2016 sur le déficit en nutriments et l'Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile²⁵, la moitié seulement des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent un apport alimentaire minimal acceptable.
 - Parmi les principales causes profondes de la malnutrition l'on trouve les régimes alimentaires inadéquats et l'utilisation biologique limitée des aliments en raison d'infections, l'appétit limité à se procurer des aliments de qualité en quantité suffisante, la capacité limitée à acheter des produits de base et à accéder à des services, la productivité alimentaire restreinte des ménages, un mauvais état de santé, des connaissances limitées en matière de nutrition et la dégradation de l'environnement.
 - En 2016, le Gouvernement s'est engagé à réduire le retard de croissance de 10 pour cent d'ici à 2020²⁶. Sachant que ces 50 dernières années, la prévalence du retard de croissance n'a été réduite que de 17 pour cent, cette nouvelle cible représente un défi de taille.
 - La couverture restreinte des programmes de protection sociale compromet la réalisation des objectifs nutritionnels de la Politique nationale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Même lorsqu'ils sont entièrement financés, les programmes de protection sociale du Gouvernement ne permettent de subvenir qu'à 33 pour cent des besoins journaliers en kilocalories des bénéficiaires ciblés.
 - La moitié de la population seulement bénéficie de services de santé de base et il existe une disparité importante entre les zones rurales et les zones urbaines pour ce qui est de la couverture de l'enseignement²⁷.
 - Les particularités du régime foncier et l'accès limité à la terre figurent parmi les problèmes socioéconomiques les plus saillants du Guatemala; les groupes autochtones en milieu rural, qui vivent principalement de l'agriculture de subsistance, en pâtissent de manière disproportionnée.

¹⁹ Rapport final sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, Guatemala 2015.

²⁰ PNUD. 2016.

²¹ Enquête nationale sur les conditions de vie, 2014.

²² PNUD. 2016.

²³ Association de recherche et d'études sociales.

²⁴ Institut de la nutrition d'Amérique centrale et du Panama.

²⁵ Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile, 2014.

²⁶ Stratégie nationale pour la prévention de la malnutrition chronique (2016–2020).

²⁷ Ministère de la santé publique et de l'aide sociale. 2012. Diagnostic national de la santé.

1.4. Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

12. Le Plan de développement national, intitulé "*K'atun: Notre Guatemala 2032*", qui a été approuvé en 2014, englobe toutes les priorités nationales en matière de développement, notamment la sécurité alimentaire et la nutrition, le changement climatique et l'agriculture. La Politique générale du Gouvernement (2016–2020) établit des priorités et des directives concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, un système de santé complet, l'égalité des sexes et une l'éducation de qualité. La priorité relative à la sécurité alimentaire englobe l'accès à la nourriture et la disponibilité, la consommation et l'utilisation biologique des aliments, et concorde avec trois cibles des ODD: i) réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (cible 2 de l'ODD 2); ii) préserver l'accès des personnes vulnérables à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2); et iii) accroître les revenus des petits producteurs alimentaires et la productivité agricole (cibles 3 et 4 de l'ODD 2).
13. D'autres priorités sont répertoriées dans le Plan stratégique pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2016–2020) du Conseil national de la sécurité alimentaire et de la nutrition; le Plan d'action 2016 contre la faim saisonnière du Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition; la Stratégie nationale pour la prévention de la malnutrition chronique (2016–2020); la Politique nationale de 2009 pour un développement intégré du secteur rural; le Pacte "Faim zéro" de 2012; et le Programme d'agriculture familiale pour le renforcement de l'économie rurale (2016–2020) du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

14. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2015–2019 a pour priorités: i) le développement inclusif et durable; ii) le développement social; iii) une société sûre et affranchie de la violence; iv) la justice pour tous; et v) une société plurielle et multiculturelle. Une attention spéciale est accordée aux groupes vulnérables exclus et marginalisés, notamment les jeunes, les femmes, les filles, les garçons, les adolescents et les populations autochtones.
15. La Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes concentrent également leur action sur la sécurité alimentaire, le développement rural, la nutrition et la réduction des risques de catastrophe.
16. Le PAM pilote la mise en œuvre du programme conjoint des Nations Unies intitulé "Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales", en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

17. Le portefeuille d'activités du PAM au Guatemala en 2017 comprend un programme de pays (2015–2019) et l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) régionale 200490.
18. Le PAM collabore avec le Ministère de la santé publique et de l'aide sociale pour intégrer des programmes d'alimentation complémentaire dans l'ensemble d'interventions compris dans l'approche dite des 1 000 jours. Les faits montrent que les aliments nutritifs spécialisés ont un impact nettement plus marqué lorsqu'ils sont utilisés en association avec d'autres programmes sanitaires et nutritionnels. Ce constat a été validé par l'étude d'impact du programme *Mi Comidita*²⁸, qui a mis en évidence l'effet protecteur des aliments nutritifs spécialisés contre le retard de croissance. Les enfants âgés de 6 à 23 mois ayant reçu *Mi Comidita* ont grandi de 1,3 centimètre de plus que ceux qui avaient pris du VitaCereal, un aliment composé enrichi fourni par le Gouvernement. Dans le cadre de l'initiative intitulée "Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales", le PAM a acquis des compétences

²⁸ *Mi Comidita* est un mélange maïs-soja enrichi avec des vitamines et des minéraux qui est produit localement. Institut mexicain de la santé publique. 2016. *Capacity Building to Prevent Chronic Malnutrition in Totonicapán, Guatemala: Results on Growth, Stunting Prevalence and Dietary Intake* (en attente du rapport final).

spécialisées s'agissant d'autonomiser les femmes vivant en milieu rural, de renforcer leurs organisations, d'élargir leur accès aux biens de production pour accroître les revenus et d'approfondir leurs connaissances en vue de leur faciliter l'accès aux marchés, aux services financiers et au crédit.

19. Les évaluateurs de l'IPSR régionale 200490 ont recommandé de renforcer les évaluations des besoins et la planification de projets tenant compte de la problématique hommes-femmes, en prévoyant une approche plus souple de la conception des activités et du choix des modalités de transfert ainsi que de leur association²⁹.
20. Les enseignements et les recommandations issus de l'étude de 2016 sur les systèmes de protection sociale aptes à réagir aux chocs, l'accent étant mis sur le renforcement de la résilience, serviront à orienter les plans opérationnels du PSP. Le PAM appuiera les activités qui renforcent les capacités du Gouvernement et favorisent la résilience des ménages sur le long terme grâce à l'accroissement de la productivité et à la diversification des moyens d'existence ainsi qu'à l'amélioration de l'accès aux marchés et aux emplois. Pour ce qui est de la prévention des chocs et des interventions connexes, le PAM appuiera une meilleure distribution des rôles entre les institutions concernées, comme le Ministère du développement social, le Comité national de coordination de la réduction des risques de catastrophe, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, et le Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
21. À l'issue de l'évaluation de l'impact des programmes relatifs à l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) sur la résilience des moyens d'existence au Guatemala (2003-2010), il a été recommandé que le PAM concentre ses efforts sur un nombre réduit d'interventions pluriannuelles à grande échelle dans un plus petit nombre de communautés pour optimiser l'impact³⁰. Soixante-dix-sept pour cent des ménages ciblés avaient fait état d'importantes retombées positives au niveau des moyens d'existence, de la conservation des sols, de la productivité agricole et du couvert végétal³¹. Les ménages participants avaient également été nettement moins nombreux à signaler des cas de migration que les membres des groupes témoins³². Pour accroître la durabilité des actifs, il a été recommandé d'établir des accords de partenariat plus contraignants et prévoyant des responsabilités mutuelles, y compris pour l'entretien des actifs. Le recadrage des activités 3A pour faire en sorte qu'elles contribuent à la réduction des risques de catastrophe et aux interventions en cas de crise permettrait de les harmoniser avec la politique et les orientations actuelles du PAM, et de tirer parti des avantages comparatifs de celui-ci³³. Les évaluateurs ont également recommandé d'élaborer une vision et un cadre de vaste portée pour que les activités 3A tiennent compte de la problématique hommes-femmes et pour que les femmes participent pleinement aux processus décisionnels concernant ces activités, de sorte qu'elles puissent profiter de l'autonomisation que cette participation confère.
22. L'évaluation de l'IPSR a montré combien il importe de travailler avec les communautés pour élaborer un plan d'action, afin d'autonomiser leurs membres et de faire en sorte qu'ils prennent davantage en main les actifs créés³⁴. Le PAM emploiera la planification communautaire participative pour veiller à l'implication de tous.
23. Le bureau de pays a collecté des données sur l'importance d'une bonne nutrition pendant les premières années de la vie. Compilés par l'Institut de la nutrition d'Amérique centrale et du Panama, des éléments factuels attestant de l'impact d'une alimentation complémentaire améliorée ont été présentés dans la série d'articles de *The Lancet*³⁵. L'accroissement de l'accès à des aliments

²⁹ Évaluation des opérations menées par le PAM dans le cadre de l'IPSR 200490 en Amérique centrale.

³⁰ Évaluation de l'impact des programmes Vivres pour la création d'avoires sur la résilience des moyens d'existence au Guatemala (2003–2010).

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ Évaluation des opérations menées par le PAM dans le cadre de l'IPSR 200490 en Amérique centrale.

³⁵ *Lancet Series* 2008, 371:411-16.

nutritifs est une composante majeure des activités prévues dans le cadre du PSP pour renforcer la résilience.

24. Au moyen d'outils tels que l'approche à trois niveaux, qui comprend l'analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative, le PAM garantira un ciblage optimal des zones géographiques et des bénéficiaires, et améliorera la planification des programmes à moyen et à long terme.

2.2 Potentialités pour le PAM

25. L'atelier organisé avec les autorités gouvernementales pour travailler à l'élaboration du PSP a permis de recenser quatre grands domaines dans lesquels le PAM devrait apporter son appui: i) la santé et la nutrition; ii) la résilience, la protection sociale et les situations d'urgence; iii) la production et l'accès à la nourriture; et iv) l'approvisionnement en eau et l'assainissement.
26. Les autorités nationales ont également demandé que le PAM apporte une assistance technique à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et réduire la malnutrition chronique.
27. L'examen stratégique a permis de recenser les actions à mener à titre prioritaire et de formuler des recommandations relatives au rôle et au futur portefeuille d'activités du PAM:
 - remédier aux causes profondes de la malnutrition chronique;
 - mettre l'accent sur les populations vulnérables;
 - mener des études sur les carences en micronutriments et les ressources en eau disponibles pour la consommation humaine et l'utilisation agricole;
 - aider les petits exploitants à accroître la production vivrière et à améliorer leurs moyens d'existence;
 - renforcer les systèmes d'information; et
 - appuyer l'adaptation au changement climatique.
28. Les domaines nécessitant un appui supplémentaire se déclinent comme suit:
 - la collaboration en vue du renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition des populations vulnérables ainsi que des capacités des partenaires coopérants locaux et des homologues nationaux;
 - l'aide humanitaire à apporter aux populations vulnérables pendant et après une situation d'urgence survenue brutalement, et l'amélioration des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence, de planification des interventions d'urgence et de simulation;
 - l'adoption d'une approche visant à faire évoluer les relations entre les sexes pour parvenir à l'égalité des sexes, condition préalable à l'élimination de la faim;
 - l'appui aux systèmes d'alerte rapide et la mise en place de mécanismes destinés à renforcer la résilience des populations et l'adaptation au changement climatique; et
 - la promotion et la facilitation de la coopération Sud-Sud régionale et interrégionale.

2.3 Réorientations stratégiques

29. Le PAM s'emploiera à renforcer les politiques et les processus aux niveaux central et décentralisé pour appuyer la réalisation des effets directs du PSP. Il collaborera avec les institutions et les comités techniques qui travaillent à l'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes conformes aux buts et aux objectifs de la Stratégie nationale de prévention de la malnutrition chronique (2016-2020).
30. Les interventions auront une dimension nutritionnelle pour contribuer à prévenir le retard de croissance. Le PAM soutiendra la transition vers une approche de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui favorise l'évolution des relations entre les sexes et élaborera des outils et des documents pour transmettre des messages élémentaires destinés à améliorer les pratiques

d'alimentation et la nutrition des nourrissons, des enfants, des adolescents ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes dans les programmes qu'il appuie³⁶.

31. Pour accroître la résilience, le PAM investira dans le capital humain en protégeant les nouvelles générations des séquelles irréversibles du retard de croissance sur le plan du développement cognitif, de la santé et de la productivité.
32. En complément de l'action gouvernementale menée face aux chocs récurrents, le PAM apportera selon que de besoin une assistance alimentaire, au moyen de diverses modalités. Il renforcera également les liens entre la préparation et l'intervention en cas d'urgence, le redressement rapide, la résilience, et des systèmes de protection sociale qui soient productifs, aptes à réagir aux chocs et qui tiennent compte de la nutrition. Pour ce faire, il appuiera notamment la conception de systèmes de protection sociale économiquement rationnels, l'institutionnalisation et l'intégration d'initiatives à dimension nutritionnelle, l'élaboration et l'utilisation d'outils de gestion des risques, et la réalisation d'analyses contextuelles approfondies des chaînes de valeur.
33. Le PAM continuera de mettre en place des plateformes de transferts de type monétaire efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité afin de pouvoir fournir une assistance alimentaire selon des modalités diverses et au moyen de mécanismes de distribution qui stimulent l'économie locale.
34. Le PAM aidera le Gouvernement à améliorer le rapport coût-efficacité de ses programmes grâce au renforcement des mécanismes d'exécution et des méthodes de ciblage, comme l'approche à trois niveaux. Il amplifiera ses partenariats afin de faciliter la réalisation d'activités conjointes par le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et la communauté internationale.
35. Le PAM promouvra une coopération Sud-Sud solide dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, du renforcement des capacités, de la résilience, de l'adaptation au changement climatique, de la préparation et de l'intervention en cas d'urgence, de la réduction des risques de catastrophe et de la mobilisation des ressources.
36. Le PAM facilitera l'échange des enseignements et des données d'expérience tirés des politiques de protection sociale avec le Brésil (*Bolsa Família*), le Chili (*Chile Solidario*) et la Colombie (*Familias en Acción*), et étudiera les possibilités de faciliter le transfert entre régions de connaissances sur les politiques de protection sociale³⁷.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

37. Le PSP couvrira la période allant de 2018 à 2021 et pourrait être révisé fin 2019 pour prendre en compte les nouveautés découlant du prochain PNUAD (2020–2025).
38. L'orientation générale du PSP a été évoquée avec les autorités nationales dans le cadre de l'atelier sur son élaboration organisé à Guatemala en février 2017. Le PSP mettra l'accent sur la nutrition, la résilience des petits exploitants et des paysans pratiquant une agriculture de subsistance, l'accès aux marchés, le renforcement des capacités et les interventions d'urgence. La nutrition et la résilience sont des objectifs qui se renforcent mutuellement: garantir une bonne nutrition fait partie intégrante du processus de renforcement de la résilience. Le PAM veillera à ce que toutes les données personnelles soient ventilées par sexe et par âge, à ce que l'analyse de la problématique hommes-femmes soit intégrée dans l'ensemble des évaluations et des travaux de recherche ainsi que des activités liées à l'assistance technique, à l'exploitation des connaissances et à la gestion de l'information, et des travaux connexes, et à ce que cette problématique soit prise en compte dans toutes les initiatives concernant les programmes, les politiques et le renforcement des capacités³⁸.

³⁶ PAM. 2017. *Guidelines for Nutrition Sensitive Programming*.

³⁷ PAM. 2017. Mission de coopération Sud-Sud, Bureau régional de Panama. Février–mars 2017.

³⁸ Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et Plan d'action connexe du PAM.

39. Les cinq effets directs stratégiques du PSP concordent avec le PNUAD, en particulier ses priorités relatives au développement inclusif et durable, et au développement social. Le détail des activités du PSP sera présenté dans les plans opérationnels en accord avec le Gouvernement.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, la prévalence du retard de croissance diminue chez les enfants de moins de 2 ans vivant dans les zones prioritaires où les taux de retard de croissance sont élevés

40. Cet effet direct stratégique appuiera la stratégie nationale du Gouvernement pour la prévention du retard de croissance grâce à la fourniture d'aliments complémentaires et à l'organisation de campagnes de communication destinées à faire évoluer les comportements.
41. Les principaux bénéficiaires des activités nutritionnelles seront des ménages ruraux autochtones marginalisés. Chaque année, 33 000 enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficieront d'aliments nutritifs spécialisés. Les campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements cibleront les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescents, les hommes et les garçons. Le PAM accordera la priorité aux municipalités situées dans les départements d'Alta Verapaz, de Baja Verapaz, de Chimaltenango et de Sololá, où la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est supérieure à 50 pour cent.
42. Le PAM aidera le Gouvernement:
- à accroître la disponibilité en temps voulu sur le marché d'aliments nutritifs de qualité;
 - à mettre à profit ses programmes de protection sociale pour veiller à ce que les personnes les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, aient accès en temps voulu à des aliments nutritifs; et
 - à stimuler la production de cultures locales saines à haute valeur nutritive pour contribuer à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes.
43. Les partenaires qui interviendront au titre de cet effet direct englobent le Ministère de la santé publique et de l'aide sociale, le Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Ministère du développement social, le Secrétariat des œuvres sociales de la femme du Président, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organismes des Nations Unies, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Domaine d'action privilégié

44. Cet effet direct stratégique agira sur les causes profondes de la malnutrition.

Produits escomptés

45. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct:
- Les enfants vulnérables de moins de 2 ans reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et d'autres aliments enrichis, dont la distribution est assurée à la faveur des filets de protection sociale et des marchés, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel.
 - Des campagnes de communication sur la nutrition ciblant les familles vulnérables, notamment les enfants ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, sont organisées en vue de favoriser l'abandon des comportements préjudiciables et l'amélioration de la qualité du régime alimentaire.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir des aliments nutritifs spécialisés aux enfants âgés de 6 à 23 mois et organiser à l'intention des femmes et des hommes des campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements afin de veiller à ce que le régime alimentaire de la population ciblée soit suffisamment riche en nutriments.

46. Les sous-activités mises en œuvre seront les suivantes:

- Dans les municipalités vulnérables, fournir des aliments nutritifs spécialisés destinés aux enfants âgés de 6 à 23 mois à l'occasion de distributions en nature ou au moyen de bons-produits.
- Dans les municipalités vulnérables, organiser à l'échelle communautaire des campagnes de communication destinées à faire évoluer les comportements et à favoriser la transformation des relations entre les sexes, qui ciblent les chefs de ménage, les adolescents ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes par le biais de la modalité axée sur le renforcement des capacités.
- Assurer au profit des institutions gouvernementales et de leur personnel et dans le souci de la problématique hommes-femmes des activités visant à renforcer les capacités en matière de prévention du retard de croissance et des carences en micronutriments ainsi que d'amélioration de la nutrition au niveau des ménages.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, les institutions et les programmes nationaux, notamment les systèmes de protection sociale, sont en mesure de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, y compris dans les situations faisant suite à une crise

47. Cet effet direct se rapporte à tous les résultats stratégiques du PAM et à de multiples secteurs. Il englobe des activités destinées à accroître les capacités des partenaires – au niveau national et local – en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence, de renforcement de la résilience, de productivité et de génération de revenus, d'accès aux marchés, d'autonomisation des femmes, d'égalité des sexes, de protection sociale, de bonne gouvernance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, d'analyse de la sécurité alimentaire et de gestion des risques de catastrophe. L'effet direct stratégique 1 met l'accent sur les capacités du système de santé guatémaltèque, mais les activités correspondantes mettent en avant la nécessité de faire plus d'efforts dans davantage de domaines pour atteindre l'ODD 2.

48. Pour concrétiser cet effet direct, il faudra analyser les stratégies, les programmes et les plans nationaux, et élaborer de nouvelles initiatives visant à réduire toutes les formes de malnutrition – surpoids et obésité, retard de croissance, malnutrition aiguë, carences en micronutriments et insécurité alimentaire. Sont également prévues des interventions visant à rendre le système national de protection sociale plus apte à réagir aux chocs, des liens importants étant établis avec l'effet direct stratégique 5.

49. Les institutions gouvernementales, les acteurs de la société civile, les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires se doteront de plus de moyens pour prévenir la malnutrition sous toutes ses formes et s'emploieront à réaliser les objectifs de la Stratégie nationale de prévention de la malnutrition chronique (2016–2020) ainsi que les ODD 2 et 17.

Domaine d'action privilégié

50. Le domaine d'action privilégié de cet effet direct stratégique est le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

51. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct:

- Les communautés vulnérables bénéficient de l'amélioration des politiques, des stratégies, des programmes et des systèmes qui s'attaquent aux facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

- Le renforcement des capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence des institutions chargées de gérer les risques de catastrophe et d'assurer la protection sociale est profitable aux zones sujettes aux catastrophes, l'objectif étant d'accroître la résilience des communautés face aux chocs.

Activités essentielles

Activité 2: Renforcer les capacités du Gouvernement en matière de réduction et de prévention de toutes les formes de malnutrition ainsi que pour ce qui est de l'égalité des sexes, de la préparation et de l'intervention en cas d'urgence, et de la planification des politiques.

52. Les sous-activités ci-après seront mises en œuvre:
- Renforcer les capacités en matière de nutrition et de problématique hommes-femmes, et promouvoir les alliances entre les partenaires nationaux et locaux, notamment la coopération Sud-Sud.
 - Apporter une assistance technique aux institutions gouvernementales pour les aider à se préparer aux situations d'urgence et à intervenir le cas échéant, en renforçant notamment les systèmes de protection sociale afin qu'ils soient plus réactifs face aux chocs.
 - Renforcer l'élaboration des politiques et la planification aux niveaux local et national pour faire face aux répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
 - Renforcer la capacité des institutions gouvernementales nationales à faire appel à de petits exploitants pour les achats publics de produits alimentaires.
53. Les évaluations des capacités nationales et les consultations portant sur les besoins relatifs au renforcement des capacités seront menées à l'aide de diverses techniques et activités destinées à accroître les capacités des partenaires, notamment des séminaires, des tables rondes, des dialogues et des réunions, des évaluations, des campagnes de sensibilisation, la diffusion d'études et les échanges Sud-Sud. Ces actions devraient contribuer à ce que l'égalité des sexes et la nutrition soient davantage prises en considération. Un accent particulier sera mis sur l'amplification des capacités en matière de préparation et d'intervention en cas d'urgence, et le renforcement de la résilience face au changement climatique.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2021, les communautés et les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones touchées par des chocs d'origine climatique sont en mesure de faire face aux incidences de ces phénomènes sur leur sécurité alimentaire et leur nutrition, de s'adapter au changement climatique et d'accroître leur résilience

54. Cet effet direct stratégique est lié au renforcement de la productivité, des revenus et des moyens d'existence des exploitants pratiquant une agriculture de subsistance et des travailleurs agricoles, en particulier dans les zones marginales sujettes aux inondations, aux glissements de terrain, à des précipitations irrégulières et à la dégradation de l'environnement. Il permettra aux ménages les plus vulnérables d'être mieux à même de faire face aux chocs d'origine climatique, notamment les périodes de sécheresse, les précipitations irrégulières et les fortes tempêtes, tout en subvenant à leurs besoins alimentaires et en renforçant leurs moyens d'existence.
55. Chaque année, environ 9 000 ménages – 45 000 personnes – appartenant à des communautés ciblées et sélectionnés au moyen de l'approche à trois niveaux du PAM participeront à des activités 3A et bénéficieront à ce titre de transferts de vivres en nature ou de transferts de type monétaire pendant 100 jours en moyenne pendant la saison de soudure allant de mai à septembre. Le PAM renforcera la résilience face aux chocs d'origine climatique et autres, en mettant en œuvre à grande échelle et à moyen terme dans ces mêmes communautés diverses approches intégrées et complémentaires. Pour accroître l'impact et la durabilité de son action, le PAM et ses homologues utiliseront la planification communautaire participative pour déterminer les programmes 3A pluriannuels à mener dans les zones ciblées où l'action est concentrée.
56. Pour obtenir cet effet direct, le PAM et ses partenaires recenseront des organisations locales avec l'aide de dirigeants communautaires dynamiques et mettront en œuvre la planification communautaire participative avec des hommes et des femmes. Le PAM promouvra des

formations sur l'adaptation au changement climatique et la diversification des cultures pour générer des revenus, et mettra en œuvre des activités 3A en vue de créer des actifs qui favorisent la protection des sols et de l'eau, et l'agroforesterie sur les versants escarpés. Ces activités seront conçues de manière à être écologiquement rationnelles, et l'on s'attachera à éviter ou atténuer tout risque potentiel pour l'environnement.

57. Le PAM collaborera avec des organismes gouvernementaux de contrepartie, à savoir le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation et ses services, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, le Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Ministère de la santé publique et de l'aide sociale, et les municipalités. Pour accroître l'impact de son assistance, le PAM s'attachera à nouer des alliances avec des ONG locales et des organismes des Nations Unies, notamment la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'UNICEF.
58. Fort des enseignements tirés de l'expérience, le PAM facilitera la participation significative des femmes à la réalisation de cet effet direct, afin de promouvoir leur émancipation et de faire progresser la sécurité alimentaire dans les communautés ciblées. L'égalité des sexes sera intégrée tout au long de la mise en œuvre de l'approche à trois niveaux, une attention particulière étant accordée à la participation équitable des femmes et des hommes à des fins d'autonomisation, à la création d'actifs qui répondent aux besoins et aux intérêts de femmes et d'hommes d'horizons divers, et à l'égalité d'accès, de contrôle et de propriété.
59. Cet effet direct stratégique contribuera à sensibiliser les participants et leur communauté à l'importance de l'utilisation durable de l'eau, des sols et des ressources forestières pour s'adapter au changement climatique³⁹.

Domaine d'action privilégié

60. Cet effet direct stratégique contribuera à renforcer la résilience des communautés exposées à des catastrophes naturelles récurrentes.

Produits escomptés

61. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct:
 - Les personnes les plus vulnérables dans les communautés touchées par des chocs climatiques reçoivent des vivres, des transferts de type monétaire ou les deux, et les actifs créés contribuent à améliorer leur productivité, leur sécurité alimentaire et leur nutrition ainsi que leur résilience.
 - Les capacités renforcées des institutions et systèmes publics et privés pour ce qui est de faire face aux chocs liés au climat et de mettre en œuvre des mesures de redressement durable sont profitables aux populations en situation d'insécurité alimentaire ciblées.

Activités essentielles

Activité 3: Assurer des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs en vue de mettre en place des actifs susceptibles de renforcer la résilience face au changement climatique et à d'autres chocs.

62. Les sous-activités ci-après seront mises en œuvre:
 - Assurer des activités 3A et un appui aux moyens d'existence assortis de conditions au profit des ménages en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, sous la forme d'une assistance en nature et de transferts de type monétaire.
 - Renforcer les capacités s'agissant des activités de coordination, de sensibilisation et d'éducation qui accroissent la résilience des communautés touchées par une catastrophe.

³⁹ Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Recommandations politiques concernant la contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition (2015), et la sécurité alimentaire et le changement climatique (2012).

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2021, les petits exploitants se trouvant dans des zones où la production d'aliments nutritifs diversifiés est susceptible d'être excédentaire ont davantage accès aux marchés

63. L'effet direct stratégique 4 vise à renforcer la résilience au niveau communautaire en appuyant le Programme gouvernemental d'agriculture familiale pour le renforcement de l'économie rurale de diverses façons: i) en augmentant durablement la production des ménages de petits exploitants en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de favoriser la diversification de l'alimentation; et ii) en accroissant l'accès aux marchés et l'intégration dans les chaînes de valeur.
64. Environ 3 300 petits exploitants de 25 organisations paysannes recevront un appui pendant toute la durée du PSP. Cet effet direct ciblera des zones caractérisées par une production excédentaire existante ou potentielle, l'objectif étant de renforcer la durabilité des systèmes alimentaires. Parmi les critères de sélection des organisations paysannes participantes figurera la représentation des femmes dans leur conseil d'administration.
65. Parallèlement, un programme commun des Nations Unies viendra en aide à 1 625 petites exploitantes supplémentaires pour renforcer leur place au sein des organisations et des communautés paysannes.
66. Le PAM favorisera la coopération Sud-Sud en s'attachant plus particulièrement à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en promouvant et en utilisant du maïs, des haricots et des patates douces bioenrichis. Cette initiative sera axée sur la stratégie du PAM consistant à renforcer les approches à dimension nutritionnelle dans le cadre de l'agriculture de conservation. Les activités seront conçues de manière à être écologiquement durables, en évitant ou en atténuant tout risque potentiel pour l'environnement.
67. Le PAM collaborera avec des coopératives ou des associations de petits exploitants, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, le Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition, des municipalités, des ONG et d'autres organismes des Nations Unies. Des échanges avec d'autres pays seront recherchés par le biais de la coopération Sud-Sud.

Domaine d'action privilégié

68. Cet effet direct stratégique sera axé sur le renforcement de la résilience des organisations de petits exploitants, l'objectif étant d'améliorer la production vivrière et les revenus de leurs membres en élargissant l'accès aux marchés.

Produits escomptés

69. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct:
 - Les organisations de petits exploitants dont le conseil d'administration comprend des femmes et des hommes reçoivent une assistance technique dans les domaines de l'éco-agriculture et des techniques de commercialisation, l'objectif étant d'améliorer leur résilience et leur capacité d'intervention face aux chocs.
 - Les agriculteurs ont la possibilité de vendre leurs excédents d'aliments nutritifs diversifiés à des prix équitables et compétitifs, et ont davantage accès aux marchés.

Activités essentielles

Activité 4: Renforcer la capacité des organisations de petits exploitants à gérer des systèmes de production améliorés qui permettent aux petits exploitants d'avoir accès de façon juste et équitable à des marchés plus vastes; acheter les excédents de production des petits exploitants; et favoriser l'accès aux marchés institutionnels liés aux programmes sociaux publics.

70. Le PAM et ses partenaires renforceront les capacités de 3 300 membres d'organisations de petits exploitants et les aideront en mettant en œuvre les sous-activités suivantes:
 - Améliorer la quantité et la qualité de la production, en utilisant des semences appropriées et des pratiques agronomiques optimales.

- Améliorer la commercialisation – y compris les liens avec les marchés locaux –, les débouchés, l'accès au crédit et la réduction des coûts de production, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, et la sensibilisation aux questions de nutrition, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation et les collectivités locales.
- Renforcer la capacité des organisations de petits exploitants à accéder à un plus large éventail de marchés de manière juste et équitable, y compris les marchés institutionnels.
- Aider les organisations de petits exploitants à vendre la production excédentaire à des institutions et des programmes nationaux de protection sociale chargés de distribuer des vivres, par le biais de partenariats avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, le Ministère de la santé publique et de l'aide sociale et le Ministère du développement social.

71. Les organismes ayant leur siège à Rome appuieront la mise en œuvre en offrant une assistance technique: la FAO fournira une assistance technique et assurera des stages de formation sur le terrain; le FIDA appuiera les investissements financiers et la systématisation des processus; et le PAM collaborera avec les organisations de petits exploitants pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition et pour accroître leurs revenus grâce à la vente d'excédents d'aliments nutritifs produits dans le cadre de cette intervention.

Activité 5: Renforcer les capacités des organisations paysannes et de leurs membres s'agissant du rôle des femmes dans la chaîne de valeur.

72. Conformément au programme conjoint des Nations Unies intitulé "Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales", cette activité renforcera les capacités de 1 625 femmes dans les domaines de la production agricole et du petit élevage, de la commercialisation, de la gestion et de la direction d'organisations de petits exploitants, de la prise de décisions relatives à la sécurité alimentaire, et de la nutrition des ménages et des communautés.

Effet direct stratégique 5: Les populations dans les zones touchées par des chocs socioéconomiques ou naturels peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les situations d'urgence

73. Cet effet direct s'appuie sur les expériences et les enseignements tirés de l'aide apportée par le PAM au Gouvernement pour faire face aux catastrophes au fil des ans, notamment après le passage de l'ouragan Mitch en 1998. Les phénomènes naturels, en particulier ceux qui évoluent lentement comme la sécheresse et les saisons sèches prolongées qui ont touché le couloir de la sécheresse ces quatre dernières années, deviennent de plus en plus récurrents. Pour cet effet direct, la planification repose sur une analyse des tendances historiques relatives aux chocs et des interventions du PAM, et privilégie le recours aux transferts de type monétaire. L'effet direct fait fond sur les IPSR régionales précédentes et sur les évaluations et examens correspondants, et sert de dispositif de secours pour les interventions d'urgence appuyées par le PAM lorsque les besoins dépassent les capacités d'action gouvernementales.
74. Dans le sillage de tels phénomènes, le PAM continuera d'étayer les efforts faits par le Gouvernement pour fournir aux ménages touchés une assistance alimentaire assortie ou non de conditions, et une assistance conditionnelle pendant les premières phases du redressement. Il associera progressivement les interventions menées au titre de cet effet direct à celles entreprises en lien avec l'effet direct stratégique 2 pour renforcer le système national de protection sociale et accroître la résilience face aux chocs.
75. Le PAM analysera les situations d'urgence en prenant en compte les tendances historiques afin d'éclairer la planification des interventions qui seront lancées pour faire face aux nouvelles crises, en coopération avec le Comité national de coordination de la réduction des risques de catastrophe, l'Institut national de sismologie, de volcanologie, de météorologie et d'hydrologie, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, et le Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
76. Cet effet direct contribuera à aider les personnes démunies vivant dans des zones sujettes aux catastrophes naturelles soudaines et récurrentes, comme les inondations, les ouragans, les glissements de terrain et les tremblements de terre, et les catastrophes à évolution lente, comme

la sécheresse et les saisons sèches prolongées. Il améliorera la capacité des communautés à surmonter les chocs et à subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les situations d'urgence. Le changement climatique a des répercussions distinctes sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles, et il aggrave souvent les inégalités entre les sexes. Le PAM prendra en compte le rôle essentiel que jouent les femmes et les filles lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, et la discrimination qu'elles subissent pour ce qui est de l'accès aux aliments, de leur contrôle et de leur consommation⁴⁰.

77. Les enseignements et les recommandations tirés de l'étude réalisée en 2016 sur les systèmes de protection sociale aptes à réagir aux chocs au Guatemala, qui était centrée sur la résilience, serviront à orienter les plans opérationnels du PSP. L'accent sera mis sur le renforcement de la capacité des organismes gouvernementaux de contrepartie à évaluer les besoins et à coordonner l'assistance alimentaire pendant les situations d'urgence.

Domaine d'action privilégié

78. Cet effet direct stratégique appuiera les interventions menées pour faire face aux crises afin de préserver et rétablir la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations ciblées touchées par des chocs.

Produits escomptés

79. Trois produits permettront d'obtenir cet effet direct:
- Les populations ciblées frappées par une situation d'urgence soudaine reçoivent une assistance alimentaire destinée à éviter que leur sécurité alimentaire ne se détériore pendant la crise.
 - Les populations ciblées touchées par une catastrophe à évolution lente reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions et créent des actifs dans le but d'éviter la dégradation de leur sécurité alimentaire pendant la situation d'urgence.
 - Les communautés vulnérables reçoivent une assistance technique visant à accroître leur capacité de redressement rapide.

Activités essentielles

Activité 6: Fournir une assistance alimentaire aux populations vulnérables en situation d'urgence

80. Au titre de cette activité, le PAM et ses partenaires apporteront aux ménages touchés par une catastrophe une assistance alimentaire assortie ou non de conditions, au moyen de transferts de vivres ou de transferts de type monétaire ou d'une combinaison de modalités dans le cadre d'une démarche attentive aux questions nutritionnelles.
81. Le PAM aidera le Comité national de coordination de la réduction des risques de catastrophe, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation et le Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition à mener des évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence. Il facilitera la coopération Sud-Sud afin que le Gouvernement bénéficie d'une assistance technique lors de la collecte, de la normalisation et de l'analyse des données, et de la réalisation des opérations de suivi et d'évaluation lors des interventions d'urgence. Toutes les évaluations intégreront une analyse différenciée par sexe.

3.3. Transition et stratégies de retrait

82. Les activités liées à chaque effet direct stratégique seront directement mises en œuvre avec des institutions publiques, des ONG partenaires et des organismes des Nations Unies.
83. L'objectif stratégique 2 facilitera le passage progressif de la mise en œuvre classique des projets à la prise en charge intégrale par le Gouvernement. Les compétences du personnel de direction et des responsables des activités du PAM seront améliorées afin qu'ils soient à même de gérer la transition.

⁴⁰ PAM. 2017. Politique en matière de changement climatique.

84. La pérennité de la mise en œuvre du PSP sera assurée grâce à ce qui suit:
- des alliances stratégiques et une coordination avec des initiatives et des acteurs locaux;
 - des programmes d'entretien des actifs créés, préparés conjointement avec les autorités locales (lorsque l'appui direct du PAM arrive à son terme, une aide technique est planifiée pour une période supplémentaire de deux ans à des fins de durabilité; le PAM s'attachera à utiliser des technologies peu coûteuses et des matériaux locaux);
 - en assurant l'égalité des sexes grâce à la promotion de la participation des femmes à la direction des organisations communautaires;
 - en fournissant en temps voulu une assistance alimentaire, des articles non alimentaires et une assistance technique et en assurant des stages de formation; et
 - en organisant le travail par groupes de ménages voisins (action concentrée) pour faciliter l'emploi rationnel des ressources et diffuser les enseignements tirés et les bonnes pratiques.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

85. Le PAM concentrera ses activités dans quatre départements qui sont fortement exposés à l'insécurité alimentaire. Les ressources techniques et financières seront ainsi utilisées de la manière la plus efficace qui soit pour obtenir les effets directs stratégiques, assurer le suivi des activités, faciliter la reproduction des bonnes pratiques dans les communautés avoisinantes et garantir la durabilité. Le ciblage géographique sera fondé sur les taux de retard de croissance, les niveaux de pauvreté, l'égalité des sexes, la participation des femmes au choix des activités, l'accès aux infrastructures sociales de base, le niveau d'exposition aux chocs naturels, la prévalence de l'insécurité alimentaire, l'emplacement des communautés dans les bassins versants sélectionnés, la dégradation des ressources naturelles, la vulnérabilité face au changement climatique et les caractéristiques des moyens d'existence.
86. Le PAM tiendra compte des priorités du Gouvernement lorsqu'il apportera un appui aux départements dans lesquels la prévalence du retard de croissance est supérieure à la moyenne nationale de 50 pour cent: Alta Verapaz, Baja Verapaz, Chiquimula, Huehuetenango, Quiché, San Marcos, Sololá et Totonicapán. Le ciblage sera également effectué en tenant compte de la présence de groupes de populations autochtones marginalisés sans moyens d'existence durables. Le PAM concentrera donc ses activités dans les départements d'Alta Verapaz, de Baja Verapaz, de Chimaltenango et de Sololá. Des mesures seront prises dans tout le pays pour renforcer les capacités en mettant l'accent sur l'égalité des sexes.
87. En 2017 et 2018, le PAM appuiera les interventions visant à renforcer la résilience dans les départements prioritaires du couloir de la sécheresse fréquemment touchés par des saisons sèches prolongées et des précipitations irrégulières, la surexploitation des ressources forestières et la dégradation des terres.
88. Les municipalités seront sélectionnées avec les organismes de contrepartie pendant l'élaboration du plan opérationnel annuel du PSP, en tenant compte de la présence d'autres acteurs apportant une assistance alimentaire. Le PAM organisera ses interventions dans chaque zone géographique en réunissant les effets directs stratégiques 1, 3 et 4.
89. Les institutions gouvernementales, les autorités locales, les chefs des communautés et d'autres organismes des Nations Unies participeront à la sélection des bénéficiaires pour chaque intervention; la problématique hommes-femmes sera prise en compte dans tous les aspects des analyses.
90. *Effet direct stratégique 1:* En sus de fournir des aliments nutritifs spécialisés à 33 000 enfants âgés de 6 à 23 mois, le PAM assurera des campagnes de communication destinées à faire évoluer les comportements; à cette fin, il renforcera les capacités de 3 600 "mères meneuses" afin de veiller à ce que l'alimentation de la population ciblée soit adaptée sur le plan nutritionnel. D'après

les estimations, 34 560 femmes et hommes participeront aux séances locales de sensibilisation animées par les "mères meneuses"⁴¹.

91. *Effet direct stratégique 2*: Le nombre de personnes bénéficiant des activités du PAM axées sur l'assistance technique, la sensibilisation et l'appui aux politiques, aux systèmes et aux programmes nationaux au titre des effets directs stratégiques 2 et 3 sera estimé à la fin de l'activité concernée au moyen du cadre du PAM pour le renforcement des capacités des pays et des outils correspondants.
92. *Effet direct stratégique 3*: Les activités 3A bénéficieront aux participants et à leur famille – 90 000 personnes – et à environ 33 750 autres membres des communautés, qui tireront avantage des actifs, des connaissances et des capacités générés.
93. *Effet direct stratégique 4*: Une formation sera dispensée à 3 300 petits exploitants, sachant que l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles profitera à 13 200 membres de leur famille. Le renforcement des capacités individuelles contribuera à autonomiser 1 625 femmes, qui devraient transmettre les compétences ainsi acquises à 8 125 personnes de leur communauté.
94. *Effet direct stratégique 5*: Une assistance alimentaire assortie ou non de conditions sera fournie à 520 000 personnes, et 600 000 autres membres des communautés profiteront des actifs créés, compte tenu des chocs survenus et des besoins connexes.
95. L'enregistrement des bénéficiaires se fera au moyen d'outils de gestion de l'information, tels que le système numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) du PAM, complété par les registres gouvernementaux des bénéficiaires. Les transferts au titre des effets directs stratégiques 1, 3 et 5 seront établis en fonction des besoins d'un ménage moyen composé de cinq personnes.

Effet direct stratégique	Activité	Femmes	Hommes	Total
1	1. Fournir des aliments nutritifs spécialisés aux enfants âgés de 6 à 23 mois et organiser à l'intention des femmes et des hommes des campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements afin de veiller à ce que le régime alimentaire de la population ciblée soit suffisamment riche en nutriments – vivres/bons.	39 660	37 340	77000
3	3. Assurer des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs en vue de mettre en place des actifs susceptibles de renforcer la résilience face au changement climatique et à d'autres chocs – vivres, transferts de type monétaire	45 810	44 190	90000
5	6. Fournir une assistance alimentaire aux populations vulnérables en situation d'urgence – vivres, transferts de type monétaire ou combinaison des deux	264 680	255 320	520000
Total		350 150	336 850	687 000

* Des données ventilées par sexe et par âge peuvent être fournies à la demande. Toutes les données collectées pendant la période de mise en œuvre du PSP seront ventilées par sexe et par âge.

4.2. Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

96. Les modalités de transfert seront choisies en fonction du contexte et du résultat des évaluations. Le PAM continuera d'évaluer la pertinence et l'impact des transferts de type monétaire, en prenant en compte les constatations issues de l'analyse de la problématique hommes-femmes. Dans la mesure du possible, il tirera profit des plateformes et des modalités gouvernementales

⁴¹ Bien que cette action mette l'accent sur les "mères meneuses", elle contribuera à faire évoluer les rôles discriminatoires dévolus aux deux sexes en matière de nutrition. Les stéréotypes sexistes et les actes discriminatoires contre les femmes seront évités.

existantes, notamment en collaboration avec le Ministère du développement social et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation.

97. Compte tenu des évaluations réalisées, les transferts de type monétaire seront privilégiés car ils se sont révélés être la modalité la plus efficace et la plus efficiente pour garantir l'accès des ménages à une alimentation nutritive et diversifiée au Guatemala. Les transferts de type monétaire sont préférés à l'assistance en nature par les femmes comme par les hommes, et ils contribuent à leur autonomisation. Les distributions de l'assistance alimentaire en nature se limiteront principalement aux interventions d'urgence durant lesquelles la disponibilité de vivres sur les marchés aura été compromise par le choc.
98. Afin d'aider le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, le PAM s'emploiera, en collaboration avec la FAO, à assurer le développement des capacités des petits exploitants et de leurs organisations et à leur apporter une assistance technique aux fins de la diversification de la production. En plus de renforcer la production par les petits exploitants de cultures bioenrichies et d'aliments nutritifs destinés à leur consommation propre et à la vente, le PAM appuiera leur implantation sur les marchés afin de faciliter les achats locaux et de faire en sorte que la nutrition soit davantage prise en compte dans le cadre de ses interventions.
99. Le PAM consolidera et intensifiera les interventions à dimension nutritionnelle qui auront donné de bons résultats et prennent en considération la sécurité alimentaire, la diversité du régime alimentaire, les besoins en matière de protection, les priorités des administrations locales et les capacités des partenaires.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ					
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 3		Effet direct stratégique 5	
	Activité 1	Activité 3		Activité 6	
Type de bénéficiaires	Enfants âgés de 6 à 23 mois	Membres de la famille		Ménages en situation d'insécurité alimentaire	
Modalité	Transferts de type monétaire et produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Céréales	-	400 g	-	400 g	-
Légumes secs	-	80 g	-	60 g	-
Huile	-	30 g	-	25 g	-
SuperCereal	-	30 g	-	60 g	-
SuperCereal Plus	66,6 g	-	-	-	-
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-
Total kcal/jour	264	2 112	-	2 111	-
% kcal d'origine protéique	16	11,6	-	9,8	-
Espèces (dollars/personne/jour)	0,15	0,5	0,5	-	0,5
Nombre de jours d'alimentation*	365	100	-	60	90

* À des fins de planification uniquement – la durée de l'assistance sera fonction des besoins évalués.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, ET VALEUR		
Type de produit alimentaire/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	3 699	1 694 035
Légumes secs	615	742 530
Huile et matières grasses	246	346 986
Aliments composés et mélanges	2 673	4 226 356
Autres	–	–
Total (produits alimentaires)	7 233	7 009 907
Transferts de type monétaire	–	29 583 303
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	7 233	36 593 210

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

100. Le Guatemala s'efforce de participer à l'action de coopération à la fois inclusive et efficace menée à l'échelle internationale et régionale, non seulement en tant que bénéficiaire mais aussi en tant que source de connaissances et de pratiques optimales.
101. Le Guatemala promeut les objectifs d'unité et d'intégration en Amérique centrale et en Amérique du Sud, et avec le Mexique. Ses partenaires à cet égard sont l'Argentine, le Chili, la Colombie, El Salvador, le Honduras et le Mexique.
102. Le Guatemala dirige le comité régional chargé de mettre en œuvre le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire du Système d'intégration de l'Amérique centrale.
103. Aux niveaux national et régional, le PAM facilitera le partage des données d'expérience, des connaissances, des compétences et des pratiques optimales relatives à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il coopérera avec le secteur privé pour renforcer les capacités en matière d'égalité des sexes et promouvra l'innovation pour ce qui est de constituer une base de données factuelles concernant l'élimination de la faim.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

104. Les partenariats avec les institutions financières locales seront renforcés pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de la plateforme des transferts de type monétaire, de sorte qu'elle permette à terme de fournir des services supplémentaires aux partenaires et au Gouvernement.
105. Le PAM mobilisera ses capacités logistiques pour assurer la distribution d'une assistance alimentaire en nature en cas d'intervention immédiate lancée pour faire face à une situation d'urgence et fournir des articles non alimentaires à l'appui du renforcement de la résilience. Son rôle au sein de groupes de coordination d'urgence, tels que l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes et le Réseau humanitaire, et sa participation au module de la logistique permettront au PAM de coordonner plus efficacement le travail des acteurs humanitaires en situation d'urgence. Les ateliers portant sur la préparation aux situations d'urgence qui améliorent les connaissances et les liens entre tous les acteurs humanitaires contribueront également à renforcer la coordination des interventions d'urgence.
106. Le PAM donnera la priorité aux achats locaux de denrées, en mettant les petits exploitants en relation avec de grands magasins opérant au niveau national, qui sont les principaux acheteurs de produits alimentaires de base tels que le maïs et les haricots. Une analyse des fournisseurs d'intrants, des petits exploitants, des institutions gouvernementales et des organismes de contrepartie pourra être effectuée pour cartographier, étudier et évaluer les chaînes d'approvisionnement et contribuer à en améliorer le fonctionnement. Cela permettra d'accroître l'efficacité et la compétitivité des petits exploitants, et d'établir de meilleurs liens avec les marchés.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

107. La mise en œuvre de nouvelles initiatives intégrées dans le cadre du présent PSP exigera de revoir la structure du bureau de pays et le profil de son personnel pour veiller à ce qu'il soit en mesure de répondre rapidement et de façon appropriée aux demandes d'assistance du Gouvernement.
108. Le bureau de pays continuera d'investir dans l'apprentissage et les capacités du personnel pour veiller à ce que l'équipe ait tous les moyens nécessaires pour pouvoir mettre en œuvre le PSP. La formation sera axée sur la gestion des connaissances, l'adaptation au changement climatique, la résilience, la protection sociale, le développement rural, la réduction des risques de catastrophe, la gestion des sols et des eaux, la collecte de données sur la production et la productivité vivrières, les évaluations des marchés de produits alimentaires, et les chaînes d'approvisionnement. La problématique hommes-femmes sera prise en compte dans toutes les initiatives de gestion des connaissances et de renforcement des capacités. Le PAM est à même de fournir des services logistiques aux autres acteurs humanitaires pour améliorer l'ensemble des interventions. Cet appui peut comprendre une analyse des lacunes ou l'activation du module de la logistique pour renforcer les capacités nationales lorsque cela est nécessaire.

4.5 Partenariats

109. Le PAM assurera la communication avec toutes les institutions nationales, les ONG nationales et internationales, les organismes des Nations Unies, notamment la FAO et le FIDA, le secteur privé, les milieux universitaires et les acteurs de la société civile qui participent à la mise en œuvre du PSP.
110. S'agissant des questions transversales, le PAM instituera des mécanismes spéciaux de coordination avec ONU-Femmes. Il consolidera également ses partenariats avec l'UNICEF et l'OMS pour créer des synergies en faveur de la réduction du retard de croissance.
111. La problématique hommes-femmes est une question transversale qui concerne tout ce que fait le PAM au Guatemala. Les actions suivantes sont susceptibles permettre de dégager des financements:
 - collaborer avec des organismes des Nations Unies tels que l'Organisation internationale du Travail, le FNUAP, l'UNICEF et ONU-Femmes pour appuyer l'égalité des sexes et les possibilités de travail décent dans le cadre de toutes les interventions du PAM;
 - élaborer une proposition de valeur et des documents de sensibilisation consacrés à l'égalité des sexes; et
 - partager avec les donateurs habituels et le secteur privé les enseignements tirés de projets pilotes relatifs à l'égalité des sexes au Guatemala, et chercher des fonds supplémentaires pour assurer la poursuite de l'initiative intitulée "Accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales".

Principales parties prenantes

112. Le Gouvernement est le principal partenaire du PAM au Guatemala. Le PAM continuera de coordonner les questions relatives aux politiques et aux opérations avec la Commission présidentielle pour la réduction de la malnutrition chronique, le Secrétariat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, le Ministère de la santé publique et de l'aide sociale, et le Ministère du développement social, et le Comité national de coordination de la réduction des risques de catastrophe.
113. Le PAM développera sa coopération avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et exploitera les enseignements tirés des expérimentations décrites dans le document intitulé "Collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome: Réaliser le Programme 2030"⁴².

⁴² WFP/EB.2/2016/4-D/Rev.1.

114. Pour atteindre les objectifs stratégiques de son PSP, le PAM renforcera ses partenariats avec: i) le Gouvernement; ii) les gouvernements donateurs; iii) les organismes des Nations Unies; iv) les organisations internationales; v) les acteurs de la société civile et les ONG locales; vi) les milieux universitaires; et vii) le secteur privé.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

115. Le bureau de pays adaptera ses plans de suivi, d'examen et d'évaluation de façon à ce qu'ils tiennent compte de la problématique hommes-femmes et il intégrera la question dans tous les processus de suivi. Lorsqu'il procédera au suivi de ses contributions à la réalisation de l'ODD 17, le PAM évaluera les capacités renforcées des partenaires locaux et nationaux.
116. Le PAM et l'équipe de pays des Nations Unies surveilleront les indicateurs nationaux relatifs aux ODD afin d'aider le Gouvernement à en assurer le suivi.
117. En coordination avec les entités gouvernementales, le PAM continuera d'effectuer des visites sur le terrain, de mener des enquêtes, d'élaborer des rapports et de mettre en œuvre des dispositifs de suivi conjoints.
118. Une équipe de contrôleurs de terrain utilisant des technologies de collecte de données par téléphone mobile recueillera régulièrement des données relatives aux produits, aux processus et aux effets directs. Des enquêtes sur les ménages et des discussions de groupe permettront d'évaluer l'efficacité des approches adoptées en matière de problématique hommes-femmes, de protection, de renforcement des capacités et de partenariat. Les progrès réalisés par rapport aux cibles annuelles seront indiqués dans les rapports destinés aux donateurs et au Gouvernement, et comparés aux valeurs de référence. Les données recueillies seront complétées par des informations qualitatives, telles que des examens, des enregistrements vidéo, des infographies et des photographies.
119. Des mécanismes solides permettant aux bénéficiaires de faire part de leurs réclamations et observations ainsi que d'autres approches participatives permettront de garantir le respect des dispositions de la stratégie du PAM relative à la responsabilité à l'égard des populations touchées.
120. Les plateformes en ligne du PAM – l'Outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET), le Système d'appui à la gestion logistique (LESS) et SCOPE – seront utiles pour assurer le suivi et l'enregistrement des transferts de type monétaire, des vivres et des articles non alimentaires, et ventiler les données concernant les bénéficiaires par sexe et par âge.
121. En 2020, le PSP fera l'objet d'une évaluation indépendante gérée par le Bureau de l'évaluation du PAM, qui permettra de veiller au respect de l'obligation redditionnelle s'agissant de la performance et des résultats du portefeuille de pays ainsi que d'éclairer l'élaboration de programmes futurs, l'accent étant mis sur les constatations relatives à la problématique hommes-femmes. L'évaluation du portefeuille de pays sera complétée par une évaluation décentralisée des interventions à dimension nutritionnelle, que le bureau de pays fera réaliser en 2019; des ressources ont été inscrites au budget à cet effet. Les résultats de ces évaluations, au moins un examen de programmes et le recueil de bonnes pratiques seront largement diffusés.

5.2. Gestion des risques

Risques contextuels

122. Compte tenu de la position géographique du Guatemala, les océans Atlantique et Pacifique influent sur son climat. Le pays est exposé à de nombreuses catastrophes naturelles à répétition, telles que des inondations, des glissements de terrain, des épisodes de sécheresse, de longues saisons sèches, des incendies de forêt, des tremblements de terre, des épidémies et des maladies des cultures, comme la rouille du caféier. Il a également connu des chocs sociaux et économiques, comme l'instabilité politique et la cherté des produits alimentaires.
123. La criminalité organisée qui sévit au Guatemala suscite de fortes préoccupations; elle englobe le trafic d'armes et de stupéfiants, la traite des êtres humains et la contrebande. Il s'agit d'un risque que le PAM ne peut atténuer.

Risques programmatiques

124. Le Gouvernement peine encore à garantir suffisamment de transparence et de responsabilité pour renforcer la confiance des citoyens à son égard. Pour atteindre ses effets directs stratégiques, le PAM élaborera une solide stratégie de mobilisation de ressources destinée à élargir sa base de donateurs et à inciter les administrations locales à accroître l'appui qu'elles offrent. Il s'investira également dans l'élaboration de propositions conjointes des Nations Unies.
125. Compte tenu de l'insécurité qui règne dans le pays, du manque de respect souvent manifesté à l'égard des droits fondamentaux des femmes et des normes culturelles qui renforcent la domination masculine, le PAM plaidera pour l'égalité des sexes et la prévention des violences sexistes dans les zones rurales et urbaines à la faveur d'activités de formation et de sensibilisation destinées aux hommes et aux femmes.
126. Il se pourrait que le personnel du bureau de pays n'ait pas les compétences nécessaires pour piloter le passage de la mise en œuvre directe au renforcement des capacités et à l'intégration des activités du PAM dans les programmes gouvernementaux. Le PAM atténuera ce risque en consolidant les capacités du personnel et en sollicitant l'appui du Siège et du bureau régional.

Risques institutionnels

127. L'évolution des politiques de coopération des donateurs pourrait avoir une incidence sur l'exécution des interventions dans le pays. Des catastrophes naturelles de grande ampleur pourraient réorienter les priorités vers des domaines qui n'étaient pas pris en compte dans le PSP initial. Selon le rapport de 2017 du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS), le niveau d'insécurité oscille entre modéré et élevé au Guatemala. Pour réduire les risques et assurer la sûreté du personnel, le PAM collaborera avec l'UNDSS en veillant au plein respect des normes minimales de sécurité opérationnelle et à l'application stricte des protocoles de sécurité.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
	2018	2019	2020	2021	
Effet direct stratégique 1	2 419 822	2 515 531	2 536 013	2 523 872	9 995 238
Effet direct stratégique 2	985 202	1 009 546	988 319	1 020 238	4 003 306
Effet direct stratégique 3	4 809 791	5 091 461	5 184 266	4 906 312	19 991 830
Effet direct stratégique 4	922 636	873 754	865 643	835 601	3 497 634
Effet direct stratégique 5	7 433 416	7 516 865	7 554 839	7 483 176	29 988 297
Total	16 570 868	17 007 157	17 129 080	16 769 199	67 476 305

6.2 Perspectives de financement

128. L'aide publique au développement devrait diminuer pendant la période couverte par le PSP, mais des ressources considérables sont actuellement affectées à la lutte contre la pauvreté, aux interventions face aux catastrophes et à la résilience au Guatemala. Pendant la réalisation de l'examen stratégique national et l'élaboration du PSP, plusieurs possibilités de mobilisation de ressources ont été recensées. Le coût du portefeuille du PSP correspond au niveau des ressources de ces dernières années.

129. Les prévisions concernant la mobilisation de ressources pour le PSP pour la période 2018-2021 sont réalistes et prennent en compte l'appui que le bureau de pays reçoit depuis longtemps de la part du Gouvernement, de donateurs habituels et de fonds des Nations Unies. Le budget quadriennal du PSP s'établit à 67,5 millions de dollars. Conformément à l'engagement pris par le PAM en faveur de l'égalité des sexes, au moins 15 pour cent des financements seront consacrés à la réalisation de cet objectif.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

130. Le bureau de pays a préparé une stratégie détaillée de mobilisation des ressources qui répertorie les partenariats susceptibles d'être noués et les ressources pouvant être dégagées à l'appui de chaque effet direct stratégique. Il fera campagne en faveur de modalités de financement souples et durables auprès du Gouvernement, des donateurs nationaux, des fonds des Nations Unies et des fonds concernant la lutte contre le changement climatique, et du secteur privé.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE GUATEMALA (JANVIER 2018-DÉCEMBRE 2021)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 5: Les populations dans les zones touchées par des chocs socioéconomiques ou naturels peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les situations d'urgence.

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:
intervention face à une crise

Tient compte de la nutrition

Hypothèse:

Un financement suffisant est disponible pour tenir les engagements pris auprès du Gouvernement et des bénéficiaires cibles

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Activités et produits

6. Fournir une assistance alimentaire aux populations vulnérables en situation d'urgence. (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les populations ciblées touchées par une catastrophe à évolution lente reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions et créent des actifs dans le but d'éviter la détérioration de leur sécurité alimentaire pendant la situation d'urgence. (A: Ressources transférées)

Les populations ciblées touchées par une catastrophe à évolution lente reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions et créent des actifs dans le but d'éviter la détérioration de leur sécurité alimentaire pendant la situation d'urgence. (D: Actifs créés)

Les populations ciblées frappées par une situation d'urgence soudaine reçoivent une assistance alimentaire destinée à éviter que leur sécurité alimentaire ne se détériore pendant la crise. (A: Ressources transférées)

Les communautés vulnérables reçoivent une assistance technique visant à accroître leur capacité de redressement rapide. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2021, la prévalence du retard de croissance diminue chez les enfants de moins de 2 ans vivant dans les zones prioritaires où les taux de retard de croissance sont élevés

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Un financement suffisant est disponible pour tenir les engagements pris auprès du Gouvernement et des bénéficiaires cibles

Les homologues gouvernementaux continuent d'assurer la prestation de services de santé de base et la distribution d'aliments nutritifs spécialisés au profit des enfants ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes

Indicateurs d'effet direct

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits**1. Fournir des aliments nutritifs spécialisés aux enfants âgés de 6 à 23 mois et organiser à l'intention des femmes et des hommes des campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements afin de veiller à ce que le régime alimentaire de la population ciblée soit suffisamment riche en nutriments. (Prévention de la malnutrition)**

Les enfants vulnérables de moins de 2 ans reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et d'autres aliments enrichis, dont la distribution est assurée à la faveur des filets de protection sociale et des marchés, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel. (A: Ressources transférées)

Les enfants vulnérables de moins de 2 ans reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et d'autres aliments enrichis, dont la distribution est assurée à la faveur des filets de protection sociale et des marchés, l'objectif étant d'améliorer leur état nutritionnel. (B: Aliments nutritifs fournis)

Des campagnes de communication sur la nutrition ciblant les familles vulnérables, notamment les enfants ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, sont organisées en vue de favoriser l'abandon des comportements préjudiciables et l'amélioration de la qualité du régime alimentaire. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Des campagnes de communication sur la nutrition ciblant les familles vulnérables, notamment les enfants ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, sont organisées en vue de favoriser l'abandon des comportements préjudiciables et l'amélioration de la qualité du régime alimentaire. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2021, les communautés et les personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les zones touchées par des chocs d'origine climatique sont en mesure de faire face aux incidences de ces phénomènes sur leur sécurité alimentaire et leur nutrition, de s'adapter au changement climatique et d'accroître leur résilience

Catégorie d'effet direct correspondante: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèse:

Un financement suffisant est disponible pour tenir les engagements pris auprès du Gouvernement et des bénéficiaires cibles

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire - nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion des communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Activités et produits

3. Assurer des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs en vue de mettre en place des actifs susceptibles de renforcer la résilience face au changement climatique et à d'autres chocs. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les capacités renforcées des institutions et systèmes publics et privés pour ce qui est de faire face aux chocs liés au climat et de mettre en œuvre des mesures de redressement durable sont profitables aux populations en situation d'insécurité alimentaire ciblées. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes les plus vulnérables dans les communautés touchées par des chocs climatiques reçoivent des vivres, des transferts de type monétaire ou les deux, et les actifs créés contribuent à améliorer leur productivité, leur sécurité alimentaire et leur nutrition ainsi que leur résilience. (A: Ressources transférées)

Les personnes les plus vulnérables dans les communautés touchées par des chocs climatiques reçoivent des vivres, des transferts de type monétaire ou les deux, et les actifs créés contribuent à améliorer leur productivité, leur sécurité alimentaire et leur nutrition ainsi que leur résilience. (D: Actifs créés)

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2021, les petits exploitants se trouvant dans des zones où la production d'aliments nutritifs diversifiés est susceptible d'être excédentaire ont davantage accès aux marchés

Catégorie d'effet direct correspondante: Appui à des fonctions et services commerciaux ayant trait aux systèmes ouverts à tous

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient compte de la nutrition

Hypothèse:

Un financement suffisant est disponible pour tenir les engagements pris auprès du Gouvernement et des bénéficiaires cibles

Indicateur d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

4. Renforcer la capacité des organisations de petits exploitants à gérer des systèmes de production améliorés qui permettent aux petits exploitants d'avoir accès de façon juste et équitable à des marchés plus vastes; acheter les excédents de production des petits exploitants; et favoriser l'accès aux marchés institutionnels liés aux programmes sociaux publics. (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les agriculteurs ont la possibilité de vendre leurs excédents d'aliments nutritifs diversifiés à des prix équitables et compétitifs, et ont davantage accès aux marchés. (K: Partenariats appuyés)

Les organisations de petits exploitants dont le conseil d'administration comprend des femmes et des hommes reçoivent une assistance technique dans les domaines de l'éco-agriculture et des techniques de commercialisation, l'objectif étant d'améliorer leur résilience et leur capacité d'intervention face aux chocs. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

5. Renforcer les capacités des organisations paysannes et de leurs membres s'agissant du rôle des femmes dans la chaîne de valeur. (Renforcement des capacités individuelles)

Les organisations de petits exploitants dont le conseil d'administration comprend des femmes et des hommes reçoivent une assistance technique dans les domaines de l'éco-agriculture et des techniques de commercialisation, l'objectif étant d'améliorer leur résilience et leur capacité d'intervention face aux chocs. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les organisations de petits exploitants dont le conseil d'administration comprend des femmes et des hommes reçoivent une assistance technique dans les domaines de l'éco-agriculture et des techniques de commercialisation, l'objectif étant d'améliorer leur résilience et leur capacité d'intervention face aux chocs. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les organisations de petits exploitants dont le conseil d'administration comprend des femmes et des hommes reçoivent une assistance technique dans les domaines de l'éco-agriculture et des techniques de commercialisation, l'objectif étant d'améliorer leur résilience et leur capacité d'intervention face aux chocs. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2021, les institutions et les programmes nationaux, notamment les systèmes de protection sociale, sont en mesure de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, y compris dans les situations faisant suite à une crise

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses:

Un financement suffisant est disponible pour tenir les engagements pris auprès du Gouvernement et des bénéficiaires cibles

Le personnel gouvernemental se renouvelle

Indicateur d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

2. Renforcer les capacités du Gouvernement en matière de réduction et de prévention de toutes les formes de malnutrition ainsi que pour ce qui est de l'égalité des sexes, de la préparation et de l'intervention en cas d'urgence, et de la planification des politiques. (Renforcement des capacités institutionnelles)

Le renforcement des capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence des institutions chargées de gérer les risques de catastrophe et d'assurer la protection sociale est profitable aux zones sujettes aux catastrophes, l'objectif étant d'accroître la résilience des communautés face aux chocs. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les communautés vulnérables bénéficient de l'amélioration des politiques, des stratégies, des programmes et des systèmes qui s'attaquent aux facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés vulnérables bénéficient de l'amélioration des politiques, des stratégies, des programmes et des systèmes qui s'attaquent aux facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les communautés vulnérables bénéficient de l'amélioration des politiques, des stratégies, des programmes et des systèmes qui s'attaquent aux facteurs à l'origine de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1 Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2 Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur transversal

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3 L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateur transversal

C.4.1: Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)						
Résultat stratégique du PAM/cible des ODD	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4, cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Total
Effets directs stratégiques du PAM	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Transferts	7 465 852	2 747 478	14 179 930	2 202 921	23 112 320	49 708 501
Mise en œuvre	676 558	514 145	2 104 634	647 172	1 318 913	5 261 421
Coûts d'appui directs ajustés	1 198 934	479 785	2 399 390	418 724	3 595 212	8 092 045
Total partiel	9 341 344	3 741, 407	18, 683 953	3 268 817	28 026 446	63 061 967
Coûts d'appui indirects (7 pour cent)	653 894	261 898	1 307 877	228 817	1 961 851	4 414 338
Total	9 995 238	4 003 306	19 991 830	3 497 634	29 988 297	67 476 305

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
COMET	Outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
LESS	Système d'appui à la gestion logistique
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	Système de gestion des opérations en espèces
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance